



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# APRÈS LA VICTOIRE DE SIRIZA EN GRÈCE : LE MESSAGE EST CLAIR : L'AUSTÉRITÉ, ÇA SUFFIT !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

5 FÉVRIER 2015

Le 25 janvier, Syriza, la coalition anti-austérité, a remporté les élections législatives grecques avec plus de 36% des votes. C'est une claque à la face des dirigeants de la Troïka, composée du FMI, de la Banque centrale européenne et de l'Union européenne. C'est une excellente nouvelle, porteuse d'espoir pour tous ceux et celles qui combattent les politiques d'austérité en Europe. La Troïka n'avait pourtant pas ménagé ses efforts pour dissuader les Grecs de chasser le gouvernement de droite. Mais l'espoir de pouvoir stopper la dégradation des conditions de vie de l'immense majorité de la population a été le plus fort.

## ENFIN UN NON RADICAL À L'AUSTÉRITÉ

Par son vote, le peuple grec a affirmé que ce n'est plus aux travailleurs et aux classes populaires de payer. Plus question d'accepter les baisses de salaires et des pensions de retraites, de ne plus pouvoir payer les factures d'eau et d'électricité. Plus question d'accepter les licenciements et les suppressions de postes dans la fonction publique. Plus question de ne plus pouvoir accéder à des soins médicaux élémentaires.

Cette victoire montre qu'il est possible qu'une population, assommée par 5 ans de politique d'austérité, se détourne des partis socialistes pour se tourner vers une coalition de partis se situant sur leur gauche, en prouvant que la fuite en avant vers l'extrême droite n'est pas une fatalité !

## MAIS LE SUCCÈS ÉLECTORAL, CE N'EST PAS ENCORE LA VICTOIRE

Syriza a gagné les élections, mais n'est pas majoritaire, avec une abstention restée forte, en particulier dans les quartiers les plus déshérités. Aube Dorée, l'organisation nazie, a pris la 3<sup>ème</sup> place, alors que près de 70 de ses élus ou militants sont en prison, attendant d'être jugés pour « appartenance à une organisation criminelle ».

En votant Syriza, l'électorat populaire a voté pour le retour du salaire minimum à 750 €, un 13<sup>ème</sup> mois pour les pensions inférieures à 700 €, la réembauche de 300 000

fonctionnaires, l'arrêt des privatisations, l'accès à la santé et à l'électricité. Dès son 1<sup>er</sup> Conseil des ministres, le leader de Syriza, Alexis Tsipras, s'est engagé à appliquer ce programme.

Mais dans le bras de fer qui s'engage contre la bourgeoisie grecque et la Troïka, seul le rapport de force dans la rue, par la grève, pourra faire aboutir ces mesures élémentaires indispensables. Et surtout pas la confiance aveugle dans ceux qui viennent de parvenir au pouvoir.

Parce qu'en faisant alliance avec un parti ultranationaliste et réactionnaire pour constituer son 1<sup>er</sup> gouvernement, Syriza a déjà fait un choix qui entre en contradiction avec les aspirations qui se sont exprimées dans ces élections.

## LA VRAIE VICTOIRE DÉPENDRA DES MOBILISATIONS

La satisfaction des revendications passera inévitablement par la confrontation avec les capitalistes. En Grèce comme en France, il n'y a pas d'issue sans annulation de la dette, la constitution d'un monopole bancaire pour mettre les financiers hors d'état de nuire et la mise sous le contrôle des travailleurs des secteurs-clés de

l'économie. Ce n'est pas l'objectif de Syriza, mais ce doit être celui des travailleurs grecs.

Il n'y a rien à attendre des négociations engagées avec l'Union européenne. Tout dépendra de la mobilisation et de la capacité à s'organiser du peuple grec. Dans cette voie, il aura besoin d'une puissante solidarité internationale pour faire respecter ses choix, face à toutes les menaces et à tous les chantages. Et le soutien le plus efficace, ce sera de nous battre à l'échelle de toute l'Europe pour faire reculer les politiques de régression sociale et nous débarrasser des gouvernements qui en sont responsables. Nos luttes contre Hollande et l'austérité, contre la loi Macron, doivent converger avec celles des travailleurs de Grèce et de toute l'Europe.



Pour nous contacter :  
Tél : 06 33 55 00 27

Courriel : [npa.sarthe@gmail.com](mailto:npa.sarthe@gmail.com)

---

## LES CONGÉS A PSA

Pour 2015, PSA veut imposer trois semaines de congés dans les usines cet été et placer séparément trois jours quand ça l'arrange. La semaine 44 serait chômée en modulation, ce qui creusera encore les compteurs. Avant que les décisions soient prises sites par sites et pour empêcher le fait accompli, il n'y aura que la mobilisation. Nos congés nous appartiennent, la quatrième semaine doit être positionnée au choix des salariés, et son système de modulation, PSA peut se le garder

---

## CHSCT, RETOUR AU 19ÈME SIÈCLE

Le Medef propose, dans le cadre des discussions avec les dirigeants syndicaux, de remettre en cause l'existence des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT). Les CHSCT donnent quelques moyens juridiques aux militants syndicaux dans les entreprises pour dénoncer les conditions de travail qui pèsent sur les travailleurs ou pour imposer, parfois, l'arrêt de machines dangereuses. Ils permettent d'exercer une pression sur les patrons, dans la limite de lois souvent bien peu favorables aux travailleurs et sous la tutelle d'inspecteurs du travail pas assez nombreux et aux prérogatives de plus en plus limitées. Même cela, c'en est trop pour le patronat Il propose de rendre les CHSCT « optionnels » dans les entreprises de moins de 300 salariés. En somme, le Medef veut pouvoir estropier, voire tuer au travail sans contrôle ni garde-fous....

---

## PAS D'HYPER CENTRE COMMERCIAL À BENER

La mobilisation contre l'installation d'un hyper centre commercial à Béner continue. La semaine passée, une réunion publique a rassemblé plus d'une centaine de participants dont une large part de riverains. Le mécontentement s'organise. Un rassemblement aura lieu le vendredi 6 février de 14h à 17h devant la mairie du Mans à l'occasion de la clôture de l'avis d'enquête publique. Et un autre samedi matin devant le E-Leclerc des Fontenelles.

---

**QUAND ON ARME, ON NE COMPTE PAS !**  
De Washington à Paris, les dirigeants politiques

affirment leur détermination à mener une guerre sans concession contre le djihadisme. Et pourtant, cela n'a pas empêché qu'entre octobre 2013 et septembre 2014, le Qatar commande pour 34,2 milliards de dollars d'armes aux USA. Il s'apprête même à acheter 36 avions Rafale à la France. L'Arabie Saoudite est quant à elle le numéro 2 mondial des dépenses d'armement par habitant. A eux deux, ces pays représentent aujourd'hui 40% des exportations d'armes françaises. Et pourtant, Qatar et Arabie Saoudite arment et financent les djihadistes. Mais ce n'est pas tout. La Qatar possède aujourd'hui 17% de Volkswagen, 3% de Total, 7% de Vinci, 12% de Lagardère... plus Le Louvre et le PSG. Comme Ben Laden en son temps, ces monarchies féodales sont bien intégrées au capitalisme international... et choyées par les dirigeants des grandes puissances.

---

## PLUS ILS EN ONT .....

Certaines usines qui licencient ont reçu de l'argent public à flot : PSA par exemple ; Le groupe a reçu cette année 140 millions d'euros en Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) et 125 millions en crédit d'impôt recherche. En 2014, rien que pour le site de La Janais à Rennes PSA aura reçu au moins 14 millions d'euros pour l'indemnisation du chômage partiel. Depuis 2008 les gouvernements qui se sont succédé ont ainsi versé des milliards aux grands groupes de l'automobile sans que pour autant ces versements n'empêchent le moindre licenciement. Ils ont, au contraire, formulé des exigences toujours plus exorbitantes.

Aujourd'hui, le nouveau Président du directoire de PSA exige des pouvoirs publics locaux que le groupe reçoive 140 euros de la part des collectivités territoriales pour chaque future voiture produite à La Janais. Ce serait la compensation d'un prétendu surcoût par rapport à l'usine de Sochaux. Il n'y a aucune limite au chantage. Il faut les arrêter.

## LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

Avec les tracts, les infos essentielles de notre secteur  
[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

